



Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales

Première année de Master de science politique

**LES MOBILISATIONS HONGKONGAISES ET L'ENGAGEMENT A DISTANCE
DES EXILES HONGKONGAIS**

Mémoire préparé sous la direction de Monsieur Amine Ben Mami

Présenté et soutenu par Jessica Shamshoodeen

Année universitaire 2020/2021

TABLE DES MATIERES

Remerciements

Introduction

- A. Présentation du sujet
- B. Revue de littérature
- C. Problématique et hypothèses
- D. Présentation du terrain et limites

Partie 1 : Hong Kong, un mouvement pour la démocratie

- A. La singularité d'Hong Kong
 - a) L'accord sino-britannique : point d'ancrage de l'identité hongkongaise
 - b) L'implémentation du localisme à Hong Kong : clé de l'identité hongkongaise
- B. La domination symbolique de Pékin
 - a) La fin du régime "un pays, deux systèmes"
 - b) La répression menée par le Parti communiste chinois
- C. L'affront de la révolte pro-démocratie
 - a) De Tienanmen aux mobilisations de 2019-2020 : l'émergence du mouvement démocratique
 - b) Rôle des trajectoires et des carrières militantes
 - c) Analyse de l'engagement à distance à travers le militantisme des exilés
 - d) L'importance des stratégies d'organisation et des processus de cadrage

Partie 2 : Un mouvement transnational porté par les nouvelles technologies d'information et de communication

A. Diffusion et circulation du mouvement : le pouvoir des médias et des réseaux

a) Le pouvoir de la presse contre Pékin

b) Twitter, outil central et interface du militantisme à distance

B. Un cadrage médiatique au service du “journalisme occidental”

a) La création de personnages héroïques comme leaders de la répression

b) L'ancrage de l'information du “spectaculaire” et les mauvaises interprétations

C. Création de circuits de solidarité

a) Convergence des luttes pour une revendication unie (la “Milk Tea Alliance” et l'alliance africaine)

Conclusion

Biographie

Annexes

REMERCIEMENTS

Je tiens tout d'abord à remercier Monsieur Ben Mami pour tous ses précieux conseils tout au long de la réalisation de mon mémoire.

Je remercie également mes camarades de promotion pour leur aide, leur soutien dans les bons comme mauvais moments et d'avoir rendu cette année quelque peu particulière, sympathique.

Enfin je tiens à remercier ma famille et mes amis proches pour leurs conseils, leur soutien dans la production de ce mémoire.

INTRODUCTION

A. Présentation du sujet

Le 09 juin 2019, des manifestations secouent Hong Kong et plusieurs villes du monde qui comptent une diaspora hongkongaise forte. Ces manifestations sont le théâtre de scènes fortes qui mettent en avant des citoyens en colère et déterminés. Parmi les manifestants, plusieurs étudiants, organisations, syndicats, des ONG. Vêtus de blanc, ils sont un peu plus d'un million selon les organisateurs à manifester et à scander haut et fort, "*Hong Kong ne cédera jamais ! Nous choisissons l'état de droit, les droits de l'homme et les libertés !*". Quelques jours plus tôt, un sit-in discret est organisé par le parti prodémocratie, Demosisto, au cœur de Hong Kong. Le 6 juin 2019 près de 3000 avocats défilent à leur tour, ce qui représente une prise de position très rare de la part d'une profession répandue pour sa neutralité.

Ces différents rassemblements se veulent la voix d'une seule et même cause : s'opposer contre le projet du gouvernement de Hong Kong d'autoriser les extraditions vers la Chine continentale et d'empêcher l'autonomie de Hong Kong vis-à-vis du gouvernement chinois d'être entravée. En effet, ces manifestations font suite au projet de loi d'extradition du gouvernement hongkongais visant à livrer à la justice chinoise n'importe quel habitant ou visiteur. Tout est parti du meurtre d'une hongkongaise commis par un hongkongais à Taïwan en février 2018, qui n'a pu être extradé pour être jugé.

Bien que ça ne soit pas la première protestation de cet archipel de 7,4 millions d'habitants, c'est la première d'une telle ampleur à l'échelle locale et à l'international pour la diaspora. Un climat de tension opposant les manifestants et les forces de l'ordre éclos peu à peu et ne cesse de s'amplifier et le gouvernement chinois se veut de plus en plus menaçant. La police hongkongaise par exemple, réputée pour sa retenue, a chargé à plusieurs reprises brutalement les manifestants qui ne faiblissent pas pour autant.

L'adoption de la loi de sécurité nationale par le Parlement chinois le 30 juin 2020 ou encore le projet de loi sur l'immigration en avril 2021 montrent une réalité bien présente : celle de la domination du gouvernement chinois. Mais en observant ces manifestations, nous pouvons voir qu'elles ont été l'occasion pour les citoyens et exilés hongkongais de faire

entendre leur lutte vis-à-vis du gouvernement chinois et voir leur défiance s'organiser collectivement pour sauver l'autonomie d'Hong Kong. En revanche, certains profils sont mis en avant plus que d'autres par les médias en termes de représentation du mouvement. Ce qui crée une polarisation du mouvement vu à l'international.

Notre mémoire portera donc sur l'analyse des mécanismes de l'engagement militant à distance des exilés hongkongais suite aux mobilisations hongkongaises de 2019.

B. Revue de littérature

La littérature scientifique concernant l'engagement militant et le militantisme à distance, est conséquente et interdisciplinaire. Ces champs de recherche sont actifs en France en particulier, depuis plus de vingt ans et ont connu un regain d'attention. L'ouvrage de Frédéric Sawiski et Johanna Siméant ¹ analyse ce courant sociologique qu'est l'engagement militant et amène à des critiques sur les tendances récentes des travaux français à ce sujet tout en proposant des axes de réflexion. Pour cela, les auteurs s'inspirent de leurs propres travaux concernant l'engagement syndical, partisan et humanitaire. Les auteurs soulèvent que certains types de militantisme ont été plus étudiés que d'autres en France. Une attention particulière a été portée aux causes globales "par rapport aux causes strictement locales" ou encore le militantisme de groupement orienté à gauche ont été préférés à ceux de droite. Cette littérature a par conséquent créé un biais en laissant de côté certains types de militantisme tels que le militantisme professionnel, syndical ou encore partisan. Ce qui a conduit à penser le déclin de certains militantismes plus "traditionnels". Cet engagement militant est défini par les auteurs comme "toute forme de participation durable à une action collective visant la défense ou la promotion d'une cause". Il s'agit d'une prise de rôle inscrite dans la durée. Une distinction est d'ailleurs faite entre le "vieux militantisme", qui fait en général référence au militantisme ouvrier et les "nouveaux engagés", développés au cours des années 1970-1980 aux Etats-Unis à travers le New Social Movements.

Cette nouvelle forme d'engagement est devenue en quelque sorte la nouvelle norme notamment au sein des mouvements sociaux de ces vingt dernières années. Charles Tilly fait une histoire des mouvements sociaux en Europe. Il affirme que les mouvements sociaux ont

¹ SAWIKI, Frédéric, SIMEANT Johanna, Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français, Sociologie travail. (Paris) (2009)

émergé comme une force d'action collective avec le processus de démocratisation et de construction des Etats nations. Parmi les trois critères de tout mouvement social, Charles Tilly détaille l'importance de la revendication d'une cause ou d'un mouvement. Herber Blumer définit cela comme des entreprises collectives visant à établir un changement collectif, un nouvel ordre de vie. Cette orientation vers le changement devient le principal critère de mouvements sociaux dans les années 60. A cela s'ajoute le caractère collectif qui implique un travail organisationnel et qui renvoie par conséquent à la sociologie des mobilisations qui insiste sur le rôle des organisations, des ressources (économiques, humaines...) tout en canalisant l'action pour la rendre visible aux yeux des médias par exemple. Enfin le dernier critère est celui de la dimension conflictuelle avec l'idée que lorsqu'une cause est défendue, il s'agit de défendre un collectif qui se sent souvent lésé.

Historiquement, le mouvement social renvoie au mouvement ouvrier et à une vision occidentalo-centrée de ce que sont les mobilisations. Johanna Siméant explique qu'il vaut mieux parler de mobilisation que de mouvement social, terme qui est plus large dans la manière d'interagir avec les pouvoirs publics et qui permet d'intégrer des mouvements que l'on tient souvent à l'écart tels que les "ugly movements" (émeutes de la faim, mouvements conservateurs, le radicalisme religieux). Ainsi, parler de mobilisation permet de parler de plusieurs modes d'action tels que la négociation informelle ou encore le lobbying. Nous distinguons ainsi quatre processus spécifiques aux mobilisations transnationales tels que la diffusion (des modes d'actions, des idées) dans des contextes différents, la domestication, l'externalisation et enfin la transnationalisation de l'action collective. Nous pouvons voir que dans les mobilisations transnationales, le militantisme à distance est un facteur déterminant. Il s'agit de comprendre comment se mobilise-t-on à distance et selon quels modes d'organisation. La lecture de référence à ce sujet est celle de Mathilde Zederman. Les conditions de mobilité de ces mobilisations transnationales reposent sur la présence de ressources, d'organisation et de cadrage qu'abordent Keck et Sikkink ².

En ce qui concerne l'étude de la situation hongkongaise, il s'agit d'analyser cette mobilisation ici en Europe, plus précisément à Paris et à Londres, pour comprendre comment

² KECK, M.E., SIKKINK, K., 'Transnational advocacy networks in international politics: An introduction' in Keck, M. E., Sikkink, K. (eds), *Activists Beyond Borders: Advocacy Networks in International Politics* (Ithaca, NY: Cornell University Press), (1998), 1-38

l'engagement militant de ces jeunes activistes s'organise. En termes de références littéraires sur le sujet, les ouvrages de Stéphanie et Richard Balme et François Bougon servent de référence. Stéphanie et Richard Balme à travers leur analyse, les auteurs montrent de quelle manière cette crise de la gouvernance que connaît Hong Kong est due aux transitions économique, démocratique et culturelle auxquelles font face le pays et qui permettent également une diffusion de la "culture de la mobilisation politique". Ils évoquent également la difficulté à laquelle doit faire face Hong Kong qui est à la fois de s'opposer et résister au modèle "démocratique" que tente d'imposer la Chine tout en évitant d'apparaître "antipatriote" afin d'éviter toutes représailles³. Quant à François Bougon, il retrace l'histoire d'Hong Kong, de sa colonisation à son combat pour une transition démocratique aujourd'hui⁴.

C. Problématique et hypothèses

Nous sommes partis de l'idée suivant, les mobilisations internationales et surtout asiatiques étaient parfois peu représentées dans l'actualité médiatique. De cette idée, nous avons voulu savoir pourquoi et mieux comprendre les acteurs, les enjeux, les dynamiques d'une mobilisation en particulier : la mobilisation hongkongaise de 2019 et son après.

Pour résumer cela, ce mémoire cherche à répondre au questionnement suivant de comprendre comment s'organise la mobilisation des jeunes militants hongkongais en France et en Grande-Bretagne depuis les mobilisations de 2019 et ce à travers quels cadrages et quelles sont leurs stratégies de mobilisation ?

Notre première hypothèse est que tout d'abord son évocation n'est que partielle, le mouvement est peu visible et les étapes importantes sont mises de côté par certains médias occidentaux.

Notre deuxième hypothèse est que certains aspects de la mobilisation sont privilégiés tels que la forte médiatisation des violences par exemple.

³ BALME Stéphanie, BALME Richard, "Hong Kong, la Chine et la démocratie", 2005

⁴ BOUGON François, "Hong Kong, l'insoumise : De la perle de l'Orient à l'emprise chinoise", 2020

Je propose donc d'interroger pour cela, la situation politico-sécuritaire du pays (sa trajectoire transitionnelle, l'emprunt de la voix démocratique, les soulèvements et incidences) ainsi que l'engagement d'exilés hongkongais à distance et de ce que cela implique dans les dynamiques de mobilisations.

D. Présentation du terrain et limites

1) Entretiens semi-directifs

Le matériau principal à partir duquel nous avons construit cette recherche est tiré d'une série d'entretiens semi-directifs menée entre décembre 2020 et avril 2021. Pour mieux comprendre l'engagement des exilés hongkongais, nous avons réalisé trois entretiens semi-directifs auprès d'exilés hongkongais basés sur Paris et Londres et un entretien auprès de François Bougon, journaliste à Mediapart et Le Monde. Les entretiens des exilés hongkongais ont tous été réalisés en anglais et via Zoom (en vue des restrictions sanitaires liées à la pandémie) et ont été enregistrés dans la mesure du possible. Une partie des demandes d'entretien ont été faites via Twitter ou Facebook. La particularité des réseaux sociaux tels que Facebook et Twitter est telle que le contact est facilité de par la proximité que permet ces plateformes. L'autre partie des demandes a été réalisée par contact mail à la suite de recherches d'associations ou de groupes d'exilés hongkongais. Nous avons dans la mesure du possible, tenté de diversifier les profils et de m'intéresser à deux constantes géographiques que sont la France et le Royaume-Uni : genre, âgés de 27 à 54 ans, essentiellement issus de la classe moyenne, pour la plupart diplômés du supérieur (professeur et reporter indépendant). Il s'agissait de comprendre leur trajectoire personnelle, leur parcours migratoire et leur carrière militante. Les enquêtés hongkongais sont issus de mouvements et d'organisations différentes basées à Paris et à Londres : The Hong Kong Link Up (HK Link Up), En Solidarité avec Hong Kong, Africa Hong Kong France (AHKF).

Le but initial de l'enquête était d'interroger des exilés hongkongais engagés à distance contre le régime hongkongais actuel et de les interroger sur leurs différents parcours et trajectoires. Cette sélection s'est faite en fonction de l'accessibilité des acteurs, de leur localisation, de leur visibilité mais aussi en fonction de leur diversité. Ils viennent ainsi de milieux socio-politiques différents et au-delà des parcours politiques et des pratiques hétérogènes, ces acteurs partagent une condition commune. Ils sont des passeurs entre le local et l'international permettant de mettre en avant cette lutte politique.

2) Traçage numérique

A cela s'ajoute l'approche du traçage numérique, ce type de ressources dans l'analyse des phénomènes sociaux est primordial. Nous nous intéressons plus particulièrement à Twitter et aux traces numériques des acteurs et des organisations sur le réseau social. Tommaso Venturini et Bruno Latour le rappellent, "s'intéresser à la construction des phénomènes sociaux implique de suivre chacun des acteurs concernés et chacune des interactions entre eux"⁵ et bien que cela semblait impossible à réaliser il y a encore quelques années, les technologies numériques ont permis un possible regroupement et une analyse de ces données. "L'intérêt des médias électroniques est que toute interaction qui les traverse laisse des traces qui peuvent être facilement enregistrées, massivement stockées et aisément récupérées" car ces données par la suite viendront enrichir les observations faites. Les traces numériques sont définies comme étant "toute donnée laissée sciemment ou non par les usagers des réseaux sociaux numériques (RSN) sur Internet. Ces traces prennent des formes diverses : les interventions dans les tchats, les blogs, les sites personnels, les photos, les requêtes documentaires, les mails, les achats en ligne, les réservations de toutes sortes, en bref dans les multiples et les plus diverses manifestations de l'utilisateur de la Toile"⁶.

Nous nous sommes par conséquent intéressés aux prises de position, aux interpellations, aux échanges ou encore aux sensibilisations des acteurs de la mobilisation hongkongaise : aux informations "produites". Nous avons récolté pour se faire, les lieux de publication quand cela était possible, les "moments" de publication, les abonnements des acteurs pour analyser ces indices sur les relations des acteurs et leurs réseaux d'échange. En nous intéressant à une partie de cet univers, nous pourrions mieux comprendre les dynamiques d'un tel engagement et son environnement. Les réseaux sociaux étant un élément important de cette mobilisation à distance des exilés hongkongais, il s'agit de voir comment ces derniers les utilisent pour agir, sensibiliser et pour ancrer ces mouvements dans le temps présent.

Les limites sont telles que les données récoltées ne sont pas forcément homogènes en fonction des acteurs : le contenu va varier, la fréquence de publications ne serait pas la même, les articles utilisés et mis en avant ne sont pas les mêmes. De plus, en fonction des

⁵ Tommaso Venturini et Bruno Latour, « Le tissu social/the social fabric », medialab.sciences-po.fr

⁶ Jacques Perriault, « Traces numériques personnelles, incertitude et lien social », *Hermès, La Revue*, 2009, n° 53, no 1, p. 13.

acteurs et de leur localisation dans le monde, les censures auxquelles doivent faire face ne sont pas valables pour tout le monde. Il en va de même pour l'accès à Internet.

3) Observation participante

Ce mémoire s'appuie sur l'observation participante réalisée en avril 2021 à Lille, auprès de deux assistants sociaux, dans leur environnement de travail au sein de l'association chargée du premier accueil des réfugiés et demandeurs d'asile, nommée "Accueil Insertion Rencontre" (AIR). Il s'agissait de saisir les pratiques liées au premier accueil et à l'orientation des réfugiés et demandeurs d'asile dès leur arrivée en France. Les matériaux empiriques ont été collectés à partir de deux terrains (observation et interviews). Tout d'abord, en assistant pendant deux journées complètes aux rendez-vous d'une des assistantes sociales de l'association. Les personnes étaient âgées de 20 à 45 ans et venaient majoritairement d'Afrique noire (Guinée, Congo, Soudan, Yémen) ou encore de Syrie ou d'Afghanistan. 90% d'entre eux étaient des hommes.

Cette participation observante nous a permis de découvrir les récits de vie de chacun et de mieux comprendre les politiques d'accueil de la France à l'égard des réfugiés et le processus d'orientation.

Afin de réinscrire cette observation dans le cadre plus générale du dispositif d'accompagnement des réfugiés et demandeurs d'asile, nous avons pu nous entretenir plus personnellement avec les assistants sociaux pour mieux comprendre leur rôle au sein de cette échelle. De comprendre la nature, l'organisation de leur travail et leurs interactions professionnelles et personnelles.

De par leur accompagnement ponctuel, ils sont là pour guider et orienter les bénéficiaires de l'aide pour que ces dernières disposent d'un suivi concernant leurs démarches administratives. Les procédures pouvant être longues et compliquées, surtout pour ceux ne parlant pas français ou très peu. La plupart d'entre eux arrivent à leur rendez-vous avec des piles de dossiers et sollicitent les assistants pour chaque étape administrative de leur dossier (la CAF, Pôle emploi, la Sécurité sociale).

Le rendez-vous de premier accueil (entre 30min et 1 heure) permet de faire un point sur la situation de la personne et de définir ensemble l'ouverture des droits. Pour cela, les assistants sociaux coopèrent avec les organismes administratifs pour permettre un bon suivi des

dossiers malgré la lenteur des services parfois et de la mauvaise communication. Les bénéficiaires de l'aide ne peuvent être suivis que par un organisme à la fois.

Il s'agit maintenant d'évoquer les limites de notre enquête. Comme pour tout le monde, le contexte sanitaire a rendu compliqué l'accès au terrain. Cet accès dans le cadre de notre mémoire a été d'autant plus difficile, que le sujet abordé n'était pas national mais bien international. Par conséquent, l'approche et l'enquête auprès des enquêtés se sont faites en ligne via les réseaux de communication essentiellement. La méthode d'observation elle a été facilitée de par les contacts que nous disposions dans le domaine de l'humanitaire pour pouvoir observer cela de plus près. Ainsi l'accès au terrain a été plutôt facile ce qui a pu créer certains biais au niveau de la distance avec les professionnels observés.

PARTIE 1 : Hong Kong, un mouvement pour la démocratie

Dans cette partie, nous allons dans un premier temps mettre en évidence les contextes historique, politique et social qui caractérisent la singularité de Hong Kong (A). D'un contexte particulier, nous verrons que le passé de Hong Kong continue à impacter sa situation politique avec la domination symbolique et répressive de Pékin (B) poussant ainsi la population à se mobiliser (C).

A. La singularité d'Hong Kong

a) L'accord sino-britannique : point d'ancrage de l'identité hongkongaise

Après plus de 150 ans de protectorat britannique, en 1997 Pékin reprend le contrôle d'Hong Kong. C'est le 1er juillet 1997 qu'Hong Kong passe d'ancienne colonie à une Région administrative spéciale (RAS) : il s'agit des territoires (Hong Kong et Macao) sous la souveraineté de la République populaire de Chine, mais qui ne font pas partis du territoire chinois. Ainsi au sein de ces deux territoires, le concept de "un pays, deux systèmes" a été implémenté par le gouvernement chinois pour les réintégrer à la Chine. Les négociations pour l'accord sino-britanniques ont exclu toute participation hongkongaise aux débats.

En tant que Régions administratives spéciales, Hong Kong et Macao conservent leur système économique et possèdent également un certain degré d'autonomie. En revanche, le gouvernement chinois reste responsable en matière de défense et d'affaires étrangères malgré le fait que chaque Région administrative spéciale est autorisée à participer aux affaires extérieures. Hong Kong bénéficie en théorie de libertés telles que la liberté de la presse, la liberté d'expression ou encore la liberté d'assemblée. Hong Kong dispose de sa propre monnaie, son système juridique ainsi que son budget et surtout sa propre constitution, la "Basic Law". Une constitution dans laquelle le principe de "un pays, deux systèmes" est inscrit. Effective depuis le 1er juillet 1997, elle rend la rétrocession d'Hong Kong à la Chine valable pour cinquante ans. Elle a pour but de protéger les droits évoqués plus haut tout en exposant la gouvernance du pays. Les gouvernements chinois et hongkongais tentent de justifier cette passation comme étant nécessaire pour unifier le régime chinois.

Le ou la premier(e) ministre est responsable de l'exécution de la constitution. Le ou la chef(fe) du gouvernement est élu(e) par un comité électoral composé de 1200 résidents permanents d'Hong Kong, élues à leur tour par des représentants de professions, groupes,

secteurs différents qui représentent 6% de l'électorat. L'article 45 de la constitution évoque ce processus, "*le chef de l'exécutif de la région administrative spéciale de Hong Kong devra être sélectionné par une élection ou par des consultations organisées localement et être nommé par le Gouvernement central du peuple*" (trouvé sur Mediapart). L'objectif à long terme était que la nomination soit la plus représentative possible de la population hongkongaise. Par la suite, le ou la candidat(e) élu(e) est officiellement désigné(e) par le gouvernement chinois.

b) L'implémentation du localisme à Hong Kong : clé de l'identité hongkongaise

Depuis quelques années on assiste au développement de ce que les spécialistes appellent, le "localisme" (*localism*). Selon Law Wing-sang, professeur à l'université de Hong Kong, il s'agit "d'un mouvement politique qui se focalise sur la préservation de l'identité et l'autonomie de Hong Kong"⁷. Un sentiment de lassitude et de scepticisme à l'égard de la politique du pays, dominée par l'intervention de la Chine, n'a cessé de grandir. Ce qui a alors poussé un certain nombre de citoyens, dont les jeunes, à délaisser peu à peu les partis démocratiques existants pour se tourner vers le camp localiste. Ils revendiquent ainsi une plus grande autonomie, voir indépendance, de Hong Kong vis-à-vis de la présence du gouvernement chinois dans les affaires politiques, économiques et sociales du pays. Mais alors comment peut-on expliquer le progrès de ces partis localistes sur la scène démocratique hongkongaise ?

Kenneth Yeung explique cette polarisation de la politique avec :

"La présence de partis pan démocratiques et leur combat pour la démocratie qui souhaitent réformer le système politique à Hong Kong pour un système plus représentatif. Ces partis ont fait leur apparition suite au massacre de Tienanmen en 1989 et aux négociations démocratiques qui ont suivi".

Par la suite, ces partis pan démocratiques connaissent un essoufflement en 2008 voir une division entre les démocrates. Ying-Ho Kwong exprime que cette division des idéologies au sein des démocrates a toujours été présente mais que ces derniers ont su coopérer en ce qui concernait les issues politiques. Une coopération qui après le massacre de Tienanmen s'est

⁷ YINGHO KWONG, "The Growth of "Localism" in Hong Kong A : New Path for the Democracy Movement?", China perspectives, 2016

renforcée, menant ainsi au début du mouvement démocratique dans les années 1990. Ce mouvement s'est intensifié en 1997 après la rétrocession de Hong Kong à la Chine. L'essoufflement était dû, dans le cas de régimes hybrides tels que Hong Kong, au statu quo que connaissait le pays concernant son approche démocratique et qui a fait du pays un cas particulier vis à vis de son passé colonial :

"Hong Kong comparé aux anciennes colonies, a bénéficié de ce gouvernement administratif et n'a pas été ce régime opprimé contrairement aux autres colonies. J'estime que la situation était meilleure que dans ces colonies, Hong Kong a été comme une sorte de modèle expérimental de cette façon de gouverner". - Kenneth

B. La domination symbolique de Pékin

a) La fin du régime "un pays, deux systèmes"

Le statut particulier de Hong Kong a permis à la Chine de donner à Hong Kong des libertés tout en évitant que l'envie d'émancipation de la Chine ne soit trop présente. Mais au fil des années, peu à peu la Chine a resserré son étau sur ces libertés et a fini par imposer une domination du champ politique, juridique et social sur Hong Kong. En ce qui concerne la politique sous la constitution hongkongaise, les tribunaux de Hong Kong sont responsables "selon les limites de leur autonomie" pour déterminer si les actes du gouvernement sont légaux ou non. En réalité, le Parlement chinois détient le pouvoir ultime d'interprétation de la loi. En plus d'approuver la nomination du chef de l'exécutif, la Chine a décidé en mars 2021 d'imposer un contrôle renforcé des candidats aux élections législatives pour peu à peu imposer l'élection de candidats que le gouvernement jugerait "être patriotes" et émérites de diriger Hong Kong.

Cette domination symbolique de Pékin et ces rapports de domination que le gouvernement chinois exerce sur les champs sociaux de la société hongkongaise s'intensifient par la mainmise du Parti communiste chinois sur Hong Kong.

b) La répression menée par le Parti communiste chinois

A travers l'étude de ces mobilisations à "distance", nous pouvons comprendre et analyser l'importance du "contrôle à distance" que Pékin tente d'exercer sur ces exilés hongkongais

et ce depuis les premières manifestations majeures en 2003 à Hong Kong concernant la loi "anti-subversion". Chaque enquêté hongkongais est unanime sur le fait de ne pas vouloir retourner à Hong Kong par peur des représailles qui pèsent sur eux. Jim Wong encourt six à huit ans de prison si il retourne chez lui, c'est donc pour ça qu'il a décidé de s'exiler à Londres en juillet 2020 pour échapper à la répression des autorités hongkongaises :

"J'ai alors pris la décision de venir en urgence au Royaume-Uni car si je restais sur place, j'aurais fini en prison. Dans l'esprit de la police, ils nous attaquent par vengeance, tue nos vies et trouve un moyen pour vous incriminer. Si je mets un pied à Hong Kong je sais que je serai immédiatement emprisonné. En attendant je reste en contact de manière discrète avec ma famille qui est restée sur place pour ne pas les mettre en danger. J'ai très peur car je ne peux pas retourner sur place si jamais quelque chose leur arrive".

Cette répression sanglante que mène Hong Kong à l'égard de ses citoyens exilés rendent Kenneth et Jaisin sûrs d'une chose, c'est qu'eux non plus ne se risqueront pas à retourner à Hong Kong d'aussitôt :

"Je ne peux pas retourner à Hong Kong depuis juillet 2020 car j'étais beaucoup engagé sur place, j'ai beaucoup milité et cela serait dangereux pour moi d'y retourner. Mais la peur des représailles est une conséquence directe pour ceux dont la famille est toujours à Hong Kong." - Kenneth

"Depuis 2020, j'ai préféré rester en France et de ne pas retourner à Hong Kong par peur". - Jaisin

Cette politique de la peur est une conséquence directe de la loi de sécurité nationale adoptée il y a bientôt un an selon eux. Ce contrôle de leur vie a eu lieu pour ces derniers lorsqu'ils étaient sur place aussi. Jim Wong l'affirme, après avoir été arrêté une première fois, la police a continué à le surveiller et le suivre de manière à trouver des preuves incriminantes contre lui. Tout cela sous le joug du gouvernement chinois qui les contrôle au loin et exerce une pression sur eux selon lui :

"Ma maison a plusieurs reprises a été fouillée mais ils n'ont rien trouvé d'autre à part des livres qui parlaient de l'indépendance d'Hong Kong qu'ils ont pris comme évidence. Ils savent qu'ils peuvent utiliser ça comme preuve et nous emprisonner. Ils reçoivent des ordres de Beijing. Ils m'ont ensuite suivi, piraté mon téléphone et ils ont usé de leurs ressources pour cela. Notre liberté d'expression et d'opinion nous ont été enlevées".

Mais si les exilés pensaient avoir tourné la page des représailles et de tourner le dos à la politique de contrôle du gouvernement hongkongais à leur égard, c'était sans compter la contre-attaque de Hong Kong. Le 19 mai 2021 dans une conférence de presse, le Secrétaire pour la sécurité de Hong Kong, John Lee, fait la promesse "de poursuivre tout militant exilé jusqu'à la fin de leur vie"⁸. Il affirme que lorsque le temps sera venu et que ces derniers seront "à disposition", il est certain qu'ils seront poursuivis pour responsabilité pénale jusqu'à la fin de leur vie.

C. L'affront de la révolte pro-démocratie

a) De Tiananmen aux mobilisations de 2019-2020 : l'émergence du mouvement démocratique

Le mouvement démocratique peut être défini comme étant le processus par lequel les groupes et les individus militent pour des transformations politiques et constitutionnelles. Pour les chercheurs, la démocratie correspond à "un système politique dans lequel les leaders sont élus au suffrage universel et par le biais d'élections politiques". Pour d'autres, cela concerne la protection des droits humains et l'exigence d'institutions judiciaire et médiatique permettant de contrebalancer le pouvoir de la branche exécutive du gouvernement.

Dans la nuit du 3 au 4 juin 1989, l'armée chinoise réprime le mouvement de contestation regroupant alors étudiants, intellectuels et ouvriers chinois, qui dénonçait la corruption depuis plus de sept semaines et demandait en retour des réformes démocratiques et politiques. L'armée chinoise procède à une répression sanglante en tuant plusieurs milliers de personnes, près de 10 000 morts selon certaines archives. La Chine a toujours souhaité éviter tout soulèvement des populations pour éviter de reproduire un deuxième Tiananmen. L'article 23 de la constitution hongkongaise proscrit notamment toute "trahison", "sécession" ou encore "subversion à l'encontre du gouvernement central". En Chine continentale, toute commémoration publique est interdite comme pour effacer de la mémoire publique cet événement : les médias n'en parlent pas, toute mention sur Internet est effacée et la police surveille de près les dissidents. Hong Kong reste le seul endroit du pays au sein duquel chaque année, les citoyens ont commémoré ce massacre. Mais depuis 2020, les

⁸ <https://hk.appledaily.com/news/20210519/5LXXQW4VMBCAJF7AV4LI2MYAHM/>

autorités ont de ce fait interdit toute commémoration des événements à Hong Kong en invoquant des raisons sanitaires liées à la pandémie de Covid 19. Ce qui n'a pas empêché des milliers de manifestants, vêtus de noir, de se rassembler le soir du 4 juin 2020 pour y marquer le 31e anniversaire. La résistance hongkongaise face à cette envie de réformer le système politique vers un système plus représentatif ne date pas d'hier.

Tout d'abord en 1989 les citoyens hongkongais, suite au mouvement de Tiananmen, se sont mobilisés pour soutenir le mouvement. Ce qui a par la suite donné lieu à une certaine disposition de la population hongkongaise à se mobiliser pour conserver leur autonomie et l'ensemble de leurs droits. En 2003, un projet de loi "anti-subversion" qui visait à introduire au sein de la constitution hongkongaise un article qui rendrait coupable toute "trahison", "subversion" ou "vol de secrets d'Etat" avait donné lieu à la première manifestation d'une telle ampleur depuis celle de 1989. Par la suite en 2012, une manifestation contre les cours d'éducation morale et patriotique dans les écoles que tentaient d'imposer Pékin a eu lieu, rassemblant encore une fois quelques milliers de personnes. En 2014, le mouvement "Occupy Central Movement" ou encore la "Révolution des parapluies" voit le jour. Il visait à lutter pour l'organisation d'élections libres en 2017. Le surnom est donné par les médias en référence aux parapluies qu'utilisent les manifestants pour se protéger des gaz lacrymogènes. En 2019, des mobilisations en réponse à un projet de loi d'extradition voient le jour et poussent le peuple à manifester et à réclamer son retrait. Suite aux violences policières de la manifestation de juin, les manifestants prônent haut et fort leurs cinq revendications : le retrait de la loi d'extradition, l'abandon de la qualification d'émeute pour la manifestation du 12 juin, la libération des manifestants arrêtés, la demande d'une enquête indépendante sur les violences policières et l'application immédiate du suffrage universel.

Ces manifestations ont au moins toutes un point commun, en plus d'avoir réussi à faire reculer le gouvernement hongkongais face aux lois qu'il tentait d'implémenter, elles ont vu un type d'acteurs investir le paysage politique : la jeunesse militante de Hong Kong. L'enjeu ici est de comprendre qu'est ce qui dans une situation qui nous semble insatisfaisante, va faire que certains vont choisir la voix de la protestation.

b) Rôle des trajectoires et des carrières militantes

Mais qui sont ces acteurs et correspondent-ils à des entrepreneurs politiques ? Un entrepreneur politique est un individu ou un groupe qui use de ses ressources de manière à faire adhérer un maximum de personnes à sa cause. Dans le cas des mobilisations à Hong

Kong, on peut parler d'une coalition de cause (Paul A. Sabatier) pour expliquer le fait que la société civile (journalistes, communautés locales) et certaines personnalités de l'élite politique se sont jointes pour définir le problème et influencer la problématisation de la situation. Mais l'élément central de ces mobilisations reste la jeunesse hongkongaise qui se mobilise pour la démocratisation du pays et pour un gouvernement plus transparent et responsable.

L'étude pionnière de Doug McAdam⁹ se pose la question de savoir dans un contexte de violence (pendant l'été de 1964, la mise en place dans le Sud, d'une campagne d'inscription des minorités noires sur les listes électorales dans le Mississippi) qu'est-ce qui pousse les militants à courir un tel risque ? Il initie un tournant important en faisant référence à la trajectoire des engagements. Les enquêtés hongkongais dans le cadre de notre enquête sont des adultes ancrés dans une certaine sociologie des mouvements, ils sont engagés et ont eu dans le passé des liens déjà existants avec des organisations ou des mouvements militants ce qui a donc influencé leur participation aux mobilisations de 2019. Ils disposent ainsi chacun d'une certaine socialisation politique, d'une identité politique à laquelle s'ajoute une compétence pour agir politiquement :

"Cela fait des années que je suis activiste politique. J'ai participé à mes premières mobilisations lorsque j'étais au lycée pendant les manifestations de 2003. J'ai participé en 2009 à ces mobilisations pour la préservation de l'histoire coloniale, à celles de 2010 concernant la construction d'un TGV à Hong Kong qui n'avait aucun sens et représentait plutôt une sorte de "colonisation économique de la Chine vis à vis de Hong Kong". Selon certaines personnes, cela illustre bien l'envie de la Chine de contrôler petit à petit, en commençant d'abord par l'aspect économique, Hong Kong. En 2012, j'ai assisté à la montée en puissance du localisme. Par la suite j'ai rejoint les mobilisations en 2014 des parapluies avec mes étudiants, en 2015 j'ai quitté mon emploi dans le développement urbanisme et j'ai décidé de venir en France. Lors des manifestations de 2014, j'ai vécu des éléments de controverses assez forts entre la participation politique et le populisme. Je suis donc venu en France pour développer mes recherches en la matière à Besançon, puis en Belgique. Depuis 2018, je suis venu à Paris pour poursuivre mon doctorat concernant le populisme et la démocratie directe et j'ai soumis ma thèse en 2019".

⁹ [Doug McAdam](#), Freedom Summer. Luttres pour les droits civiques, Mississippi 1964, Marseille, Agone, 2012, 480 p

Éric Agrikoliansky le dit lui-même, pour comprendre l'engagement militant de chaque personne il faut pour cela s'intéresser aux trajectoires militantes antérieures. Cet engagement traduira éventuellement les possibles moments de rupture ou de recomposition. Ce qui vaut que certains comme Nathan Law, Joshua Wong, dissidents hongkongais et les anciens leaders du parti prodémocrate Demosisto, soient prêts à être emprisonnés¹⁰. Quand bien même il y a des contextes favorables à l'engagement, il faut que ces derniers soient appropriés par des individus et qu'ils fassent écho à un certain nombre de dispositions.

c) Analyse de l'engagement à distance à travers le militantisme des exilés

Dans la littérature de l'engagement à distance, nous distinguons l'ouvrage de Mathilde Zederman sur le "faire parti" à distance dans le cas de la lutte tunisienne en France¹¹. Elle interroge ce que peut signifier ce "faire parti" lorsque les mobilisations partisans sont délocalisées hors des frontières nationales. Pour cela, elle appuie son étude sur la comparaison entre deux partis politiques situés à la fois en Tunisie (parti-Etat de Ben Ali) et en France (le parti islamiste *Ennahda*, premier parti politique d'opposition en exil) sous le régime autoritaire de Ben Ali. Se mobiliser à distance, rendre visible son engagement et la cause commune défendue sont des aspects de la mobilisation à distance qui sont tributaires d'un certain nombre de caractéristiques. L'une de ces premières caractéristiques est d'étudier les opportunités présentes afin de les saisir pour que l'engagement soit influent. A côté de cela apparaît également des contraintes, qui ont elles aussi certaines conséquences sur la viabilité à long terme d'un engagement. Les possibilités d'émergence vont varier en fonction des contraintes politiques, économiques, juridiques ou encore sociales de chaque pays. Ainsi ces différentes contraintes liées à cet environnement vont influencer l'organisation des mobilisations à distance.

Nous allons voir apparaître des réseaux de mobilisations transnationales qui vont être largement visibles sur la scène politique et qui vont construire ces liens entre acteurs de la société civile, organisations internationales entre autres pour optimiser l'organisation de tout engagement. Cela va multiplier les routes d'accès et vont aider à transformer cette pratique

¹⁰ https://www.washingtonpost.com/world/asia_pacific/hong-kong-protests-jail-netflix/2021/05/19/6423c76c-b209-11eb-bc96-fdf55de43bef_story.html

¹¹ Zederman, Mathilde. « « Faire parti » à distance. Partis politiques tunisiens pro- et anti- régime Ben Ali en France », *Revue internationale de politique comparée*, vol. vol. 26, no. 2-3, 2019, pp. 33-56.

de l'engagement à distance. Keck et Sikkink vont développer et généraliser ce concept de "transnationalisation de l'action collective"¹². Ce concept a tendance à se développer lorsque les "routes" entre les groupes locaux et le gouvernement sont compromises dans la résolution de conflit. Ainsi les militants croient en la possibilité de changer la pratique de la souveraineté nationale par cet engagement.

"Venir m'installer en Angleterre l'année dernière a été un des moments les plus durs de ma vie. J'ai dû tout reconstruire et repartir à zéro en essayant de faire confiance à nouveau aux gens. Mais il est important pour moi de partager mon histoire, de l'utiliser pour aider les demandeurs d'asile dans la même situation et les aider en échangeant nos idées et opinions".

Les exilés hongkongais le rappellent eux à quel point il est important d'attirer l'attention du public. A plus de 9 000 kms, il est primordial pour eux de faire état de l'urgence de la situation, de faire de la "sensibilisation" soit en partageant leur histoire ou en s'impliquant dans des actions. Pour Jim Wong, il s'agit d'un devoir :

"Ce qui se passe là-bas est sérieux. Nous faisons face à une crise majeure, il y a urgence. Le but pour moi est de faire savoir les gens en partageant mon parcours, les renseigner petit à petit sur la situation. Je suis chanceux de pouvoir informer les gens à travers mon expérience".

C'est un moyen pour eux de faire exister cette identité hongkongaise au-delà des frontières nationales et de la revendiquer aux yeux du gouvernement chinois. Cette organisation transnationale est majoritairement dominante dans trois types de combats : celui des droits de l'Homme, de l'environnement et des droits des femmes.

d) L'importance des stratégies d'organisation et des processus de cadrage

Dans les années 1980 aux Etats-Unis se développe une théorie selon laquelle, la mobilisation ne dépend pas uniquement du fait de disposer de fenêtres d'opportunité politique ou encore de ressources¹³. Pour que toute action collective soit efficace, nous nous intéressons également au cadre d'interprétation. Il s'agit de définir et de comprendre à la fois le problème et l'identité collective qui en découle et qui est l'objet des mobilisations, de définir

¹² Siméant, Johanna. « 6. La transnationalisation de l'action collective », Éric Agrikoliansky éd., *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*. La Découverte, 2010, pp. 121-144.

¹³ Contamin, Jean-Gabriel. « 3. Cadres et luttes de sens », Éric Agrikoliansky éd., *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*. La Découverte, 2010, pp. 55-75.

les cadres d'interprétation et de savoir quels acteurs interpeller et quelles sont les solutions possibles en vue de la réception de la mobilisation.

Destutt de Tracy en 1797 désignait le terme idéologie comme étant le fait "d'associer l'émergence de mouvements sociaux à celle d'idées ou de croyances mobilisatrices". La sociologie de l'action publique met en exergue la capacité d'influence politique de groupes sociaux ou économiques, qualifiés parfois de groupes de pression ou groupes d'intérêts qui permettent la construction de problèmes publics¹⁴. Jean Gustave Padioleau définit un problème public comme étant "l'ensemble des problèmes perçus comme appelant un débat public, voire l'intervention des autorités politiques légitimes" (Padioleau, 1982, p. 25). Patrick Hassenteufel le rappelle, la construction d'un problème public nécessite une mobilisation collective "autour du fait pour l'ériger en une préoccupation légitime au sein de l'espace public, déclenchant peu ou prou l'action publique". Ainsi, un certain nombre d'acteurs ont visualisé la mainmise du gouvernement chinois comme une situation "anormale" et l'ont alors qualifié de manière publique afin d'attirer l'attention. Pour tenter de résoudre l'implémentation de nouvelles lois de la part de Hong Kong qui met en péril les libertés de ses citoyens, "des cadres d'action collective" qui suppose une activité de cadrage sont mis en place permettant ainsi d'organiser le mouvement et de le rendre efficace. Parmi ces cadres, il convient de définir un répertoire de l'action collective qui visera à agir en direction de la résolution du problème. Charles Tilly élabore cette notion de répertoire d'action en la définissant comme étant "un ensemble de moyens d'agir en commun sur la base d'intérêts partagés".

Le répertoire d'action des exilés hongkongais se base principalement sur le répertoire national du lieu, en l'occurrence Paris ou Londres dans notre étude. Il repose ainsi sur des manifestations et des méthodes routinisées contrairement au répertoire d'action transnational qui a recours à des événements plus symboliques et non pas dans la confrontation directe. A Hong Kong en dehors des rassemblements lors des manifestations, des "sit-ins" ont été organisés notamment par des membres du parti prodémocratie Demosisto pour interdire le projet de loi d'extradition en 2019. Les militants pro-démocratie avaient également occupé des lieux stratégiques en signe de protestation tels que le quartier des affaires de Hong Kong ou encore des protestataires avaient empêché les élus d'accéder

¹⁴ Hassenteufel, Patrick. « Chapitre 7 - Les acteurs non étatiques : des mouvements sociaux aux intérêts organisés », *Sociologie politique : l'action publique*. sous la direction de Hassenteufel Patrick. Armand Colin, 2011, pp. 187-212.

au LegCo, le parlement local. En France, les actions se répartissent entre flashmob en juillet 2019 à St Michel avec des slogans forts pour alerter la situation. Mais les manifestations sont les plus répandues comme nous l'explique les enquêtés qui en ont organisé chacun au sein de leurs organisations respectives dont les ressources principales sont des donations :

“Nous avons organisé une manifestation en Octobre 2020 à Londres avec d'autres demandeurs d'asile pendant laquelle nous avons brûlé le drapeau chinois en signe de contestation. Nous avons besoin de déclarations fortes pour lutter contre la loi de sécurité nationale et montrer au monde que nous sommes contre et venir à bout de la domination du Parti communiste chinois”. - Jim Wong

“Le 9 juin 2020 jour de la première manifestation que nous avons organisé, nous n'avions aucune organisation concrète. On avait vu que dans certaines villes dans lesquelles la diaspora hongkongaise existe, certains rassemblements étaient prévus. On avait donc décidé 24h avant d'organiser quelque chose en pensant avoir une dizaine de personnes présentes le lendemain. Cela a été une surprise de voir près d'une centaine de personnes présentes alors que nous ne disposions d'aucune organisation. A la suite de cela, on a recruté certains participants présents ce jour-là et on a formé le comité "En solidarité avec Hong Kong". - Kenneth Yeung

En dehors des mobilisations qui restent la fenêtre d'ouverture des exilés sur la scène nationale et internationale pour relayer leurs messages tout en sensibilisant, Etienne Ollion rappelle l'importance des plaidoyers qui restent une pratique omniprésente au sein des pratiques internationales notamment¹⁵. Les manifestations les plus visibles du plaidoyer restent les campagnes, les stratégies médiatiques ou encore les appels au public. Cette méthode permet aux dissidents en particulier d'intervenir dans le débat public et de faire valoir une prise de position. En avril 2021, plusieurs personnalités de l'opposition sont condamnées pour avoir joué un rôle important d'après les autorités hongkongaises dans les manifestations pro-démocraties de 2019. Parmi les condamnés nous retrouvons Jimmy Lai, figure du mouvement pro-démocratie et propriétaire du tabloïd hongkongais Apple Daily ou

¹⁵ Ollion, Étienne, et Johanna Siméant « *Le plaidoyer : internationales et usages locaux* », Critique internationale, vol. 67, no. 2, 2015, pp. 9-15.

encore Lee Cheuk Yan, ancien syndicaliste qui avait livré un plaidoyer lors de son procès par exemple¹⁶.

En conclusion de cette première partie, nous pouvons dire que la mobilisation des exilés hongkongais aujourd'hui est bien une mobilisation qui s'inscrit dans la continuité des mouvements transnationaux. Ces mouvements en direction d'une indépendance totale de Hong Kong sont rendus possible par un ensemble d'éléments reprenant ainsi des processus bien précis de stratégies, de cadrage ou encore de ressources.

PARTIE 2 : Un mouvement transnational porté par les nouvelles technologies d'information et de communication

Dans cette partie, nous mettrons en évidence le pouvoir que représente les médias et les réseaux sociaux dans la diffusion transnationale du mouvement (A) ainsi que le rôle prépondérant du cadrage médiatique (B). Enfin, nous verrons comment la création de circuits de solidarité permet une visibilité sans nom du mouvement démocratique transnational (C).

A. Diffusion et circulation du mouvement : le pouvoir des médias et des réseaux

a) Le pouvoir de la presse contre Pékin

Dans les répertoires d'action internationale apparaît de manière centrale le rôle des médias pour diffuser des informations de mobilisation à l'échelle transnationale tout en s'adressant à des autorités publiques au-delà des frontières de la nation. On mesure alors l'importance d'interpeller des organisations non gouvernementales (ONG), certains médias indépendants lors d'évènements. Les médias vont servir d'interface, prenons ainsi le cas de Jim Wong et de son engagement pour rendre visible la situation des exilés hongkongais à Londres :

“Concernant les demandeurs d'asile, il y a encore beaucoup de progrès qui doit être fait car peu de gens comprennent la situation. Le but pour moi est de faire savoir les gens en

¹⁶ <https://www.ouest-france.fr/monde/hong-kong/hong-kong-condamne-le-dissident-lee-cheuk-yan-defend-le-droit-des-peuples-dans-un-plaidoyer-1763b702-9eae-11eb-a30e-60ec4e2f4b96>

partageant mon parcours, les renseigner petit à petit sur la situation. Je suis chanceux de pouvoir informer les gens à travers mon expérience”.

Lorsque cela ne fonctionne pas, nous avons alors recours à d’autres chemins de sollicitation dans des processus qui sont parfois longs :

“J’ai essayé de partager mon histoire pendant le confinement, j’ai pour cela contacté des églises et des journaux pour pouvoir raconter mon histoire. Il s’agissait de faire en sorte que les gens soient au courant, comprennent les relations qui lient Hong Kong et le Royaume-Uni. Des relations qui sont plutôt bonnes ! C’est un long processus car le système est difficile. Nous n’avons pas d’infos et devons juste attendre tout en ne travaillant pas et ne quittant pas le territoire. La seule chose que nous avons c’est l’espoir… malgré tout certaines figures sont plus mises en avant par les médias et obtiennent leur statut plus rapidement, comme Nathan Law qui est d’ailleurs un des rares à avoir obtenu le statut de réfugié”.

Il s’agit d’une réelle chaîne de sensibilisation où un contact peut nous permettre d’accéder à une publicité journalière plus visible même si le contact peut être réservé au début, comme c’était le cas de Kenneth :

“Par la suite on a créé un Facebook, organisé certains rassemblements devant l’ambassade britannique. Puis on a voulu avoir recours à la publicité journalière, c’est pour ça qu’on a contacté Charlotte” (journaliste au Parisien qui a réalisé un article sur les exilés hongkongais mobilisés à Paris en juillet 2020). Le contact était assez réservé. Non pas de la part des journalistes, cela a été plutôt facile et même plus facile qu’à Hong Kong. Mais en termes de "mainstream media", cela est plus difficile parce qu’ils ne savent pas quelle position adoptée vis à vis du mouvement. Ils sont assez réservés surtout si la mobilisation est assez faible, cela n’est pas "attirant" pour eux. Alors que pour les médias indépendants tels que Mediapart, ils ont été réceptifs même si ils avaient au départ des conceptions erronées du mouvement car ils pensaient que de par le soutien des médias américains vis à vis du mouvement, nous étions comme une sorte de mouvement impérialiste. Si ils ne sont pas financés par la Chine, ils seront ouverts à parler du mouvement”. - Kenneth Yeung

Les plus grands théoriciens de la démocratie tels que John Stuart Mill ou Robert Dahl l’affirment, l’information politique est primordiale dans le processus de la décision

démocratique¹⁷. En ce sens, la médiatisation d'un problème permet de porter à la connaissance du public un problème qui autrement, serait resté privé de publicité. Ainsi, le deuxième groupe majeur d'acteurs dans cette mobilisation est les médias. Les médias, dont la presse, sont un espace majeur de diffusion pour alerter et mobiliser les citoyens. Elle est un moyen pour les figures de l'opposition de s'exprimer notamment à Hong Kong. Tout d'abord il y a le quotidien hongkongais "Apple Daily Hong Kong" qui se définit comme étant pro-démocratie et qui est censuré en Chine. Par exemple, lors de l'arrestation de Jimmy Lai, plus de 500 000 exemplaires avaient été imprimés contre 100 000 habituellement. Ou encore "Hong Kong Free Press" qui est un site d'information indépendant basé à Hong Kong et fondé en 2015 par Tom Grundy. Depuis les manifestations de 2019, la situation de la liberté de la presse ne fait qu'empirer car le gouvernement chinois cherche à reprendre la main sur les médias locaux et cela passe par une censure médiatique accrue des organismes médiatiques pour privilégier au contraire la propagande du gouvernement chinois.

b) Twitter, outil central et interface du militantisme à distance

Dans l'ère actuelle de la globalisation, l'usage des réseaux sociaux représente une plateforme sur laquelle les acteurs adoptent une stratégie de communication unique pour contrer la censure du gouvernement chinois et pour porter leur message à une plus grande échelle.

Des figures telles que Nathan Law ou encore Joshua Wong comptent plus d'un million d'abonnés à eux deux sur la plateforme. Pour sensibiliser et garder cette communauté connectée, des retweets et des publications quotidiennes sont nécessaires. Twitter représente une vraie plateforme de diffusion (de modes d'action, d'idées) qui passe par les personnes (courtiers) qui la font circuler dans des contextes différents. Lors de manifestations par exemple, la possibilité de diffuser des images ou des vidéos lors d'apparentes violences policières représente un réel outil permettant de partager cela en temps réel avec leur communauté. Un autre élément de regroupement du mouvement se situe dans l'utilisation accrue des hashtags qui permet alors de centraliser les tweets en rapport avec la mobilisation. Notamment avec l'usage de l'hashtag, "#StandWithHongKong". A la base, Stand With Hong Kong est une organisation politique indépendante dédié au combat démocratique de Hong Kong. Elle a été fondée à la suite des mobilisations de 2019 et 2020 par Finn Lau et

¹⁷ Gerstlé, Jacques. « Effets d'information », Laurie Boussaguet éd., *Dictionnaire des politiques publiques*. 5^e édition entièrement revue et corrigée. Presses de Sciences Po, 2019, pp. 213-220.

un groupe de hongkongais anonymes. Mais l'appellation de l'organisation a par la suite été utilisée par les manifestants présents sur place et dans le mode pour afficher leur soutien aux hongkongais dans leur combat pour la démocratie.

La particularité du réseau est qu'il permet de connecter les personnes entre elles, qu'importe leur localisation et ainsi de former une réelle communauté en ligne qui représente en quelque sorte l'extension de la communauté présente sur place. Il permet également de faciliter la mise en relation des acteurs avec les organismes indépendants, les médias ou encore les personnalités politiques à même de porter écho au mouvement. Parmi les abonnements de Nathan Law ou encore Joshua Wong, nous pouvons noter la présence de ONG hongkongaises telles que "Hong Kong ARC", "Fight for Freedom. Stand with Hong Kong" ou encore Raphaël Glucksmann et des médias internationaux tels que le Guardian ou CNN.

B. Un cadrage médiatique au service du "journalisme occidental"

a) La création de personnages héroïques comme leaders de la répression

Comme nous l'avons vu, la mobilisation hongkongaise s'organise essentiellement via les réseaux sociaux car elle ne comporte pas leader. Comment rendre compte d'une mobilisation sans leader ? C'est la question que se pose François Bougon. Cela semble être quasi impensable lorsque l'on cherche à comprendre l'origine et les motivations de tout mouvement. Disposer d'un leader parmi ses rangs semble être essentiel et pourtant au-delà de la pensée ordinaire, les mobilisations hongkongaises de 2019 ne disposent d'aucun leader. Ce qui semble surprendre lorsque l'on voit régulièrement certaines personnalités être mises en avant par les médias comme étant "les figures du mouvement". C'est le cas de Joshua Wong et Nathan Law qui sont érigés par la presse internationale, notamment en France et en Angleterre, comme les leaders de ces mobilisations :

"Le Figaro, Le Monde restent à l'affût par exemple de ce qui se passe à Hong Kong. Certains aspects et personnalités sont plus mis en avant par la presse française et anglaise comme Joshua Wong, ce qui est mieux que rien mais ils ne représentent qu'une part infime du mouvement. Ils n'en sont même pas les leaders car nous n'avons pas de leaders mais ils sont érigés comme étant les "stars du mouvement" par la presse. Les médias sont responsables de cela, Joshua Wong par exemple était emprisonné quand les mobilisations de 2019 ont

commencé mais de par ses connexions avec les médias européens, à sa sortie a été mis en avant alors même qu'il ne dispose d'aucun leadership à proprement parlé vis à vis du mouvement. Il a pourtant été érigé comme "héros" par les médias européens tout comme Nathan Law et privilégié par rapport à d'autres activistes. Cela est injuste et non représentatif du mouvement. En France, nous avons deux groupes qui luttent pour les droits des hongkongais ici et pourtant certains médias, même hongkongais, ne vont pas mettre en avant notre travail parce que nous n'avons pas de "stars".

Comme le montre Jaisin, cette mise en avant de figures du mouvement comme héros invisibilise les autres militants. Pour François Bougon ce décalage des médias repose sur la nécessité de la couverture médiatique de créer des têtes d'affiche pour rendre cela vivant mais ce qui mène à un décalage des médias concernant la réalité du terrain.

b) L'ancrage de l'information du "spectaculaire" et les mauvaises interprétations

Dominique Marchetti et d'Olivier Baisnée dans leur ouvrage ont enquêté sur l'apparition des chaînes de télévision d'information en continu nationales et comment celles-ci ont impacté la production et la diffusion de l'information et révolutionné son organisation et format. Pour cela, les auteurs ont mené une enquête conjointe en 2000 au siège de la chaîne Euronews accompagnée d'une série d'observations et d'entretiens avec les personnels de la chaîne accompagnée d'autres entretiens réalisés au sein de chaînes généraliste et sportive¹⁸. Pour cela l'article se découpe en trois parties où la première partie traite des conditions de production de l'information en continu, la deuxième de la transformation de l'activité journalistique et enfin la dernière traite des effets sur la production de l'information.

L'apparition ces dernières années des chaînes d'informations en continu ont considérablement modifié "l'économie générale de la production et de la diffusion de l'information" comme le précisent les auteurs. Leur rôle principal est de rapporter l'actualité en simultané et le plus objectivement possible afin de tenir les gens informés de ce qui se passe aussi bien au niveau local qu'international. Mais leur rôle et impact vont bien au-delà

¹⁸ L'économie de l'information en continu : A propos des conditions de production dans les chaînes d'information en général et à Euronews en particulier", Dominique Marchetti, Olivier Baisnée, Réseaux 2002/4 (no 114), pages 181-214

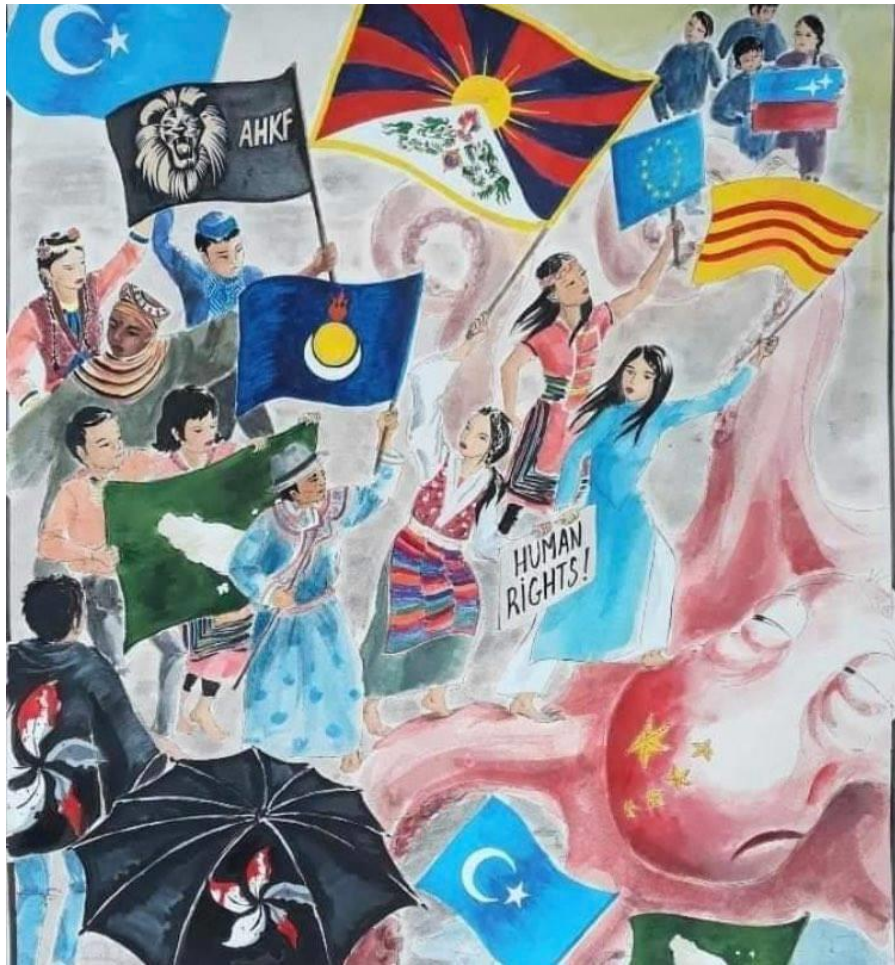
de la simple "mission d'information", au fil des années les chaînes d'information ont su devenir de vrais "laboratoires de la production de l'information dite internationale mais aussi d'extraordinaires terrains pour comprendre les transformations récentes". L'organisation du travail est modifiée de par cette nécessité de fournir des informations en continu avec un travail très routinisé et standardisé de manière à faire face à ce que les auteurs appellent, "l'information chaude" et cette nécessité de produire de "l'hard news" en priorité. En effet dans cette hiérarchie de l'information, une priorité est faite aux guerres, catastrophes, accidents, scandales et autres faits divers qui rendent "l'actualité plus rentable" et qui captive l'audience. Mais il nous est souvent possible de voir que l'actualité internationale n'est que peu évoquée dans les médias nationaux généralistes qui préfèrent "une actualité de proximité". Les auteurs définissent cela comme étant le choix des chaînes locales de privilégier certaines zones géographiques (exemple des chaînes telles que TF1 privilégiant les sujets d'intérêts locaux ou encore ceux sur les pays de l'Europe de l'Est) pour répondre aux demandes du public.

Ces logiques du traitement médiatique s'appliquent également aux mobilisations à Hong Kong. L'intérêt pour cette actualité internationale dépend d'un certain nombre de facteurs tels que l'intérêt du public, la compétitivité au sein des chaînes de l'information en continu qui jouent un rôle important dans le traitement médiatique. La création de scénarios est parfois utilisée par certains médias pour rendre compte d'une histoire qui en réalité, est toute autre. Kenneth Yeung évoque par exemple le fait que lorsqu'un activiste est vu en train de soulever le drapeau colonial, on associe cet acte à un acte de soutien au colonialisme britannique :

“Ils n’essaient pas de défendre la colonisation britannique. En soutenant la conservation des monuments historiques datant de la période coloniale, il s’agit de conserver l’histoire de cette période. Je lis d'un œil critique les articles occidentaux sur la couverture de ces mobilisations. En France cela est un peu plus compliqué dû au problème des Gilets jaunes, ils n'ont pas su répondre aux problèmes des Gilets jaunes. Média part, Libé ou encore le Monde, ont d'une certaine manière adopté les moments mainstream de cette mobilisation”.

C. Création de circuits de solidarité

a) Convergence des luttes pour une revendication unie (la “Milk Tea Alliance” et l’alliance africaine)



Photographie provenant de la page Facebook de Africa Hong Kong France (AHKF) datant de mai 2021

Comme le montre cette affiche, nous avons une convergence des luttes des pays d'Asie de l'Est tels que Taïwan, la Thaïlande, Myanmar qui se mobilisent ensemble pour atteindre cette démocratisation de leur régime respectif. L'Asie de l'Est est en proie depuis 2020 à un ensemble de revendications de la part d'une majorité de ses pays. Entre la Birmanie, Taïwan, Singapour ou encore Hong Kong, on observe une mobilisation des citoyens qui luttent contre la domination des gouvernements.

Le concept de circuits de solidarité est important dans la mise en avant des luttes comme le rappelle Jaisin :

“Pendant ces deux dernières années, on s'est rendu compte qu'on avait de plus en plus de soutien pas uniquement en rapport avec Hong Kong mais vis à vis du contrôle du Parti communiste chinois ailleurs, comme à Taïwan etc. Par conséquent, nos rassemblements sont un peu différents car il y a un croisement des pays mobilisés lors de nos manifestations. Ils ne mettent pas uniquement en avant les hongkongais mais aussi les africains ou encore

certains engagés locaux tels que les Gilets jaunes. On a ensuite commencé à s'allier avec les Ouïghours, les Tibétains, Myanmar et certains pays africains”.

Ces pays luttant pour une même cause ne font que renforcer leur visibilité et leur force en s'alliant. C'est pourquoi la Milk Tea Alliance a vu le jour en 2021. Il s'agit d'un mouvement de solidarité démocratique composé de citoyens hongkongais, taiwanais, birmans ou encore thaïlandais. Son nom vient de la célèbre boisson au lait d'Asie qui se boit de manière différente dans chaque pays mais qui marque une sorte de point commun entre eux et donc de leurs revendications : l'oppression d'un peuple par ses dirigeants.

CONCLUSION

Actuellement les rassemblements et les manifestations ne sont plus possibles à Hong Kong depuis l'adoption de la loi de sécurité nationale. Malgré cela, les citoyens tentent de s'organiser de différentes manières en ciblant certains secteurs tels que le secteur économique. Pour montrer leur soutien aux mouvements prodémocratie, Kenneth nous explique que les habitants vont par exemple consommer dans des restaurants qu'ils savent être prodémocratie. Ils tentent également de communiquer avec les prisonniers de manière à "maintenir l'énergie des mobilisations" en évitant le lavage de cerveau des autorités. La mobilisation des exilés hongkongais est alors d'autant plus importante.

Depuis la loi de sécurité nationale, une série de loi a été passée par Hong Kong visant toujours plus à impacter la liberté de ses citoyens et à porter atteinte à leurs droits. Le 30 mars 2021 une loi concernant la réforme du Parlement hongkongais est adoptée par le Parlement chinois à l'unanimité qui vise à transformer le Code électoral à Hong Kong, s'assurant que seuls des "patriotes" pourront désormais diriger la Région administrative spéciale. Dans le futur cela signifierait mettre peu à peu fin à un Parlement démocratique. De plus, une future loi concernant le contrôle des médias visant "à lutter sur un modèle européen contre les fake news" est aussi d'actualité. La censure médiatique n'en est que plus accentuée ainsi tout slogan scandé par les militants hongkongais sont censurés dans les médias. Et cette censure touche chaque plateforme, en passant par les chaînes d'information, YouTube. Le contrôle du système éducatif par exemple avec la pression sur les syndicats étudiants au sein des universités hongkongaises qui pousse les étudiants, par peur, à ne pas

vouloir former de syndicats. Ils essaient de les isoler de manière à ce que ces derniers ne puissent combattre et riposter. Malgré cela l'engagement des militants hongkongais ne faiblit pas.

BIBLIOGRAPHIE

BALME Stéphanie, BALME Richard, "Hong Kong, la Chine et la démocratie", 2005

BOUGON François, "Hong Kong, l'insoumise : De la perle de l'Orient à l'emprise chinoise", 2020

CONTAMIN, Jean-Gabriel. « 3. Cadres et luttes de sens », Éric Agrikoliansky éd., *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*. La Découverte, 2010, pp. 55-75.

GERSTLE, Jacques. « Effets d'information », Laurie Boussaguet éd., *Dictionnaire des politiques publiques*. 5e édition entièrement revue et corrigée. Presses de Sciences Po, 2019, pp. 213-220.

HASSENTEUFEL, Patrick. « Chapitre 7 - Les acteurs non étatiques : des mouvements sociaux aux intérêts organisés », *Sociologie politique : l'action publique*. sous la direction de Hassenteufel Patrick. Armand Colin, 2011, pp. 187-212

KECK, M.E., SIKKINK, K., 'Transnational advocacy networks in international politics: An introduction' in Keck, M. E., Sikkink, K. (eds), *Activists Beyond Borders: Advocacy Networks in International Politics* (Ithaca, NY: Cornell University Press), (1998), 1–38

MARCHETTI Dominique, BAISNEE Olivier, "L'économie de l'information en continu : A propos des conditions de production dans les chaînes d'information en général et à Euronews en particulier", *Réseaux* 2002/4 (no 114), pages 181-214

MCADAM Doug, *Freedom Summer. Lutttes pour les droits civiques, Mississippi 1964*, Marseille, Agone, 2012, 480 p

OLLION, Étienne, et SIMEANT Johanna « Le plaidoyer : internationales et usages locaux », *Critique internationale*, vol. 67, no. 2, 2015, pp. 9-15

PERRIAULT Jacques, « Traces numériques personnelles, incertitude et lien social », *Hermès, La Revue*, 2009, n° 53, no 1, p. 13.

SAWIKI, Frédéric, SIMEANT Johanna, Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français, Sociologie travail. (Paris) (2009)

SIMEANT, Johanna. « 6. La transnationalisation de l'action collective », AGRIKOLIANSKY Eric, éd., Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines. La Découverte, 2010, pp. 121-144.

VENTURINI Tommaso Venturini, LATOUR Bruno, « Le tissu social/the social fabric », medialab.sciences-po.fr

YINGHO KWONG, “The Growth of “Localism” in Hong Kong A : New Path for the Democracy Movement?”, China perspectives, 2016

ZEDERMAN, Mathilde. « « Faire parti » à distance. Partis politiques tunisiens pro- et antirégime Ben Ali en France », Revue internationale de politique comparée, vol. vol. 26, no. 2-3, 2019, pp. 33-56.

ANNEXES

Annexe 1 : Grille d'observation

Disposition de la salle/environnement

Comment est organisé le bureau ?

Comment sont organisés les rendez-vous ?

Comment se déroulent-elles ? Quelles sont les habitudes routinières ?

Rôle des individus

Quels est le rôle de chacun ?

Qui va où ?

Qui fait quoi ?

Quelle manière de travailler ?

Interactions sociales

Quelle est la hiérarchie dans l'association ?

Qui prend les décisions ?

Comment sont accueillis les réfugiés ?

Comment se déroule le rendez-vous ?

Annexe 2 : Grille d'entretiens

Grille d'entretien pour les exilés hongkongais :

Trajectoire

Trajectoires des individus, leurs professions, formations

Se sont-ils spécialisés dans le militantisme ?

Le rôle du pays dans leur combat

Se sentent-ils invisibilisés par les Français de part un mauvais cadrage ?

Le cadre et rapports

Interroger le cadre associatif, le rapport avec les questions politiques, les sources de financement et le rapport avec le tissu associatif local (France et UK) et le soutien local (soutien des mairies)

Les rapports entre les récipièntes de l'aide et ceux qui la reçoivent

Quels sont les rapports avec les langues administratives, les structures ? A-t-on tendance à politiser leur combat ou plus du domaine humanitaire ?

Et quelles sont les stratégies (s'adresser aux administrations ou interpellier les organisations de droits de l'homme) adoptées ?

La question des médias

Comment les médias anglo-saxons et français réceptionnent ces tweets ?

Quel travail faut-il faire au niveau de la presse occidentale pour que leur combat soit prioritaire ?

Possibles améliorations/avancements futurs

Comment insérer ces mécanismes de prise en charge et peut-on aider plus largement ou les gens venant d'Asie ?

Grille d'entretien de François Bougon :

Dans les services internationaux de presse, comment s'organise la couverture médiatique de mobilisations internationales ?

En tant que journaliste, quelles logiques de correspondants devez-vous respecter ?

Y a-t-il des aspects à privilégier de manière à ce que les lecteurs s'intéressent à tel ou tel sujet ?

Dans le cas d'Hong Kong, selon vous la mobilisation/l'engagement des ressortissants est-elle suffisamment mise en avant ?

Annexe 3 : Descriptif des enquêtés

Jim Wong est un photographe et demandeur d'asile hongkongais, âgé de 27 ans, basé à Londres et est un des membres fondateurs de l'ONG "Hong Kong Link Up" avec Winston Marshall, londonien et membre du groupe Mumford and Sons.

Kenneth Yeung, 39 ans, est un jeune doctorant en philosophie politique et est arrivé en France en 2015. Il fait partie du comité "En solidarité avec Hong Kong".

Jaisin (pseudonyme) est une reporter indépendante hongkongaise âgée de 39 ans, arrivée en 2020 en France. Parmi les journaux avec lesquels elle collabore : HKGolden (média hongkongais suivi par plus de 400 000 abonnés sur Facebook qui relai l'actualité), médias français. Elle gère l'organisation Africa Hong Kong France (AHKF) qui est une ONG qui existe depuis le 2 mai 2020. Elle vise à créer un lien entre Hong Kong et l'Afrique et à travailler sur la création et le développement des relations artistiques, culturelles et économiques entre Hong Kong et l'Afrique.